

# France : le défi de l'emploi en 2024

## JECO

---

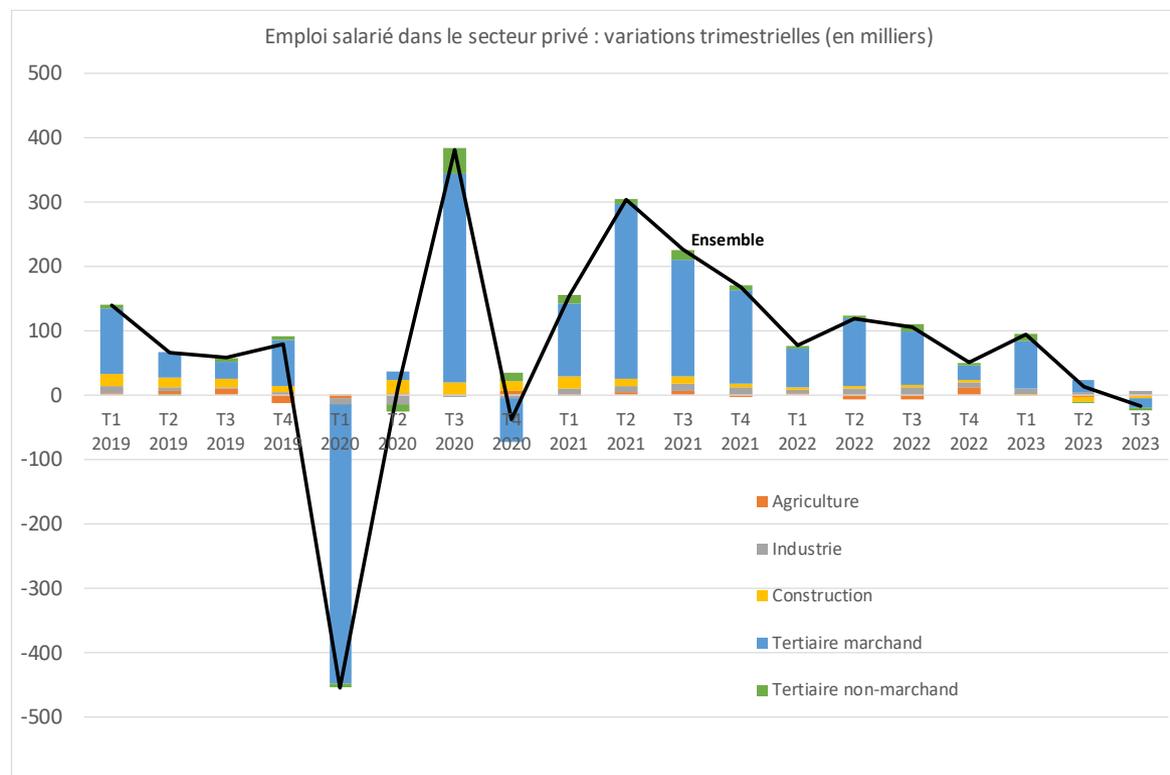
Jean-Luc Tavernier

15 novembre 2023

Entre fin 2019 et mi-2023 :

- +1,2 million d'emplois salariés dans le privé
- +0,1 million dans le public
- soit +1,3 million d'emplois (+5,0%) en 3 ans ½

C'est l'équivalent des créations d'emplois salariés sur la décennie précédente (+1,3 million entre fin 2009 et fin 2019).

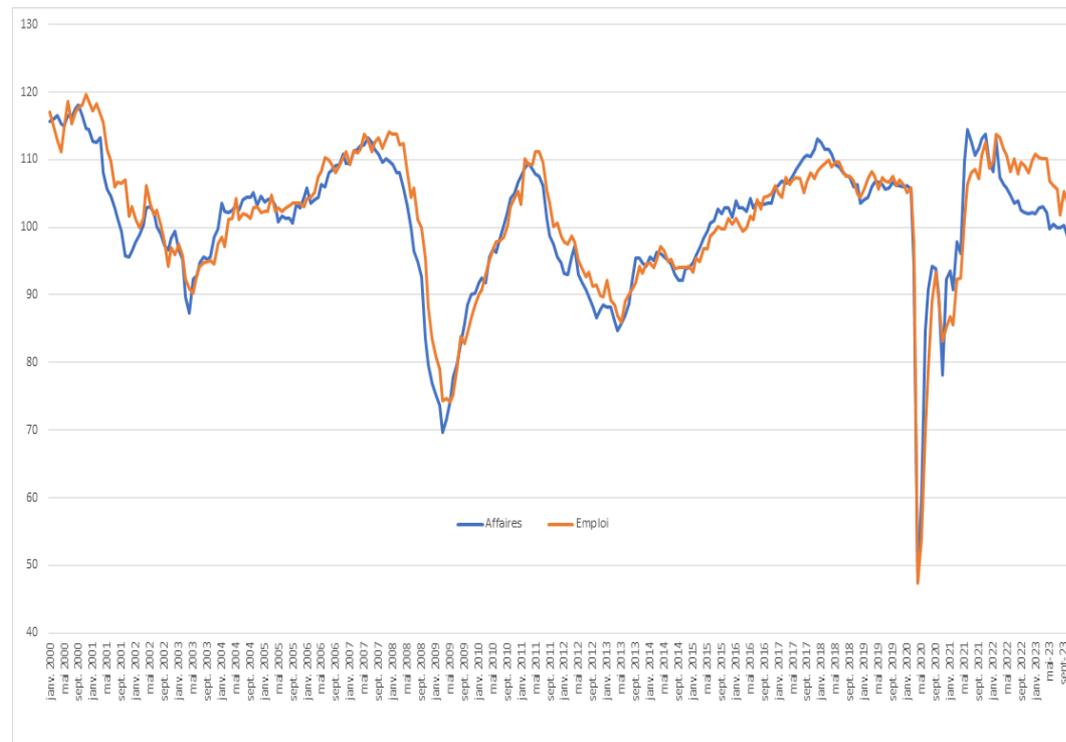


Source : Estimations trimestrielles d'emploi  
 Dernier point : estimation flash de l'emploi salarié (3 novembre)

À l'automne 2023, le climat des affaires est repassé sous son niveau moyen de longue période.

Le climat de l'emploi s'est tassé depuis le début de l'année. Mais il reste mieux orienté que le climat des affaires, confirmant l'inclinaison des entreprises à embaucher depuis 2021.

## Climat des affaires et climat de l'emploi

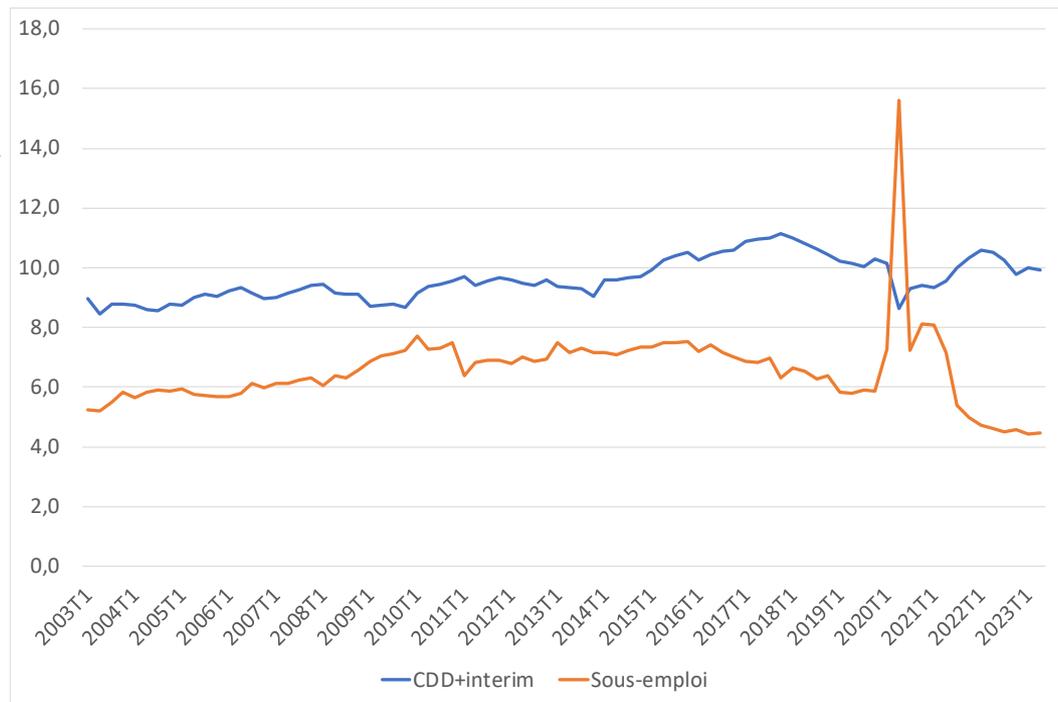


Source : Enquêtes de conjoncture  
 Dernier point : octobre

À la faveur de la baisse du temps partiel, la part de sous-emploi dans l'emploi (personnes souhaitant travailler davantage) a diminué par rapport à l'avant-crise.

La part de contrats à durée limitée (CDD, intérim) dans l'emploi n'a pas augmenté.

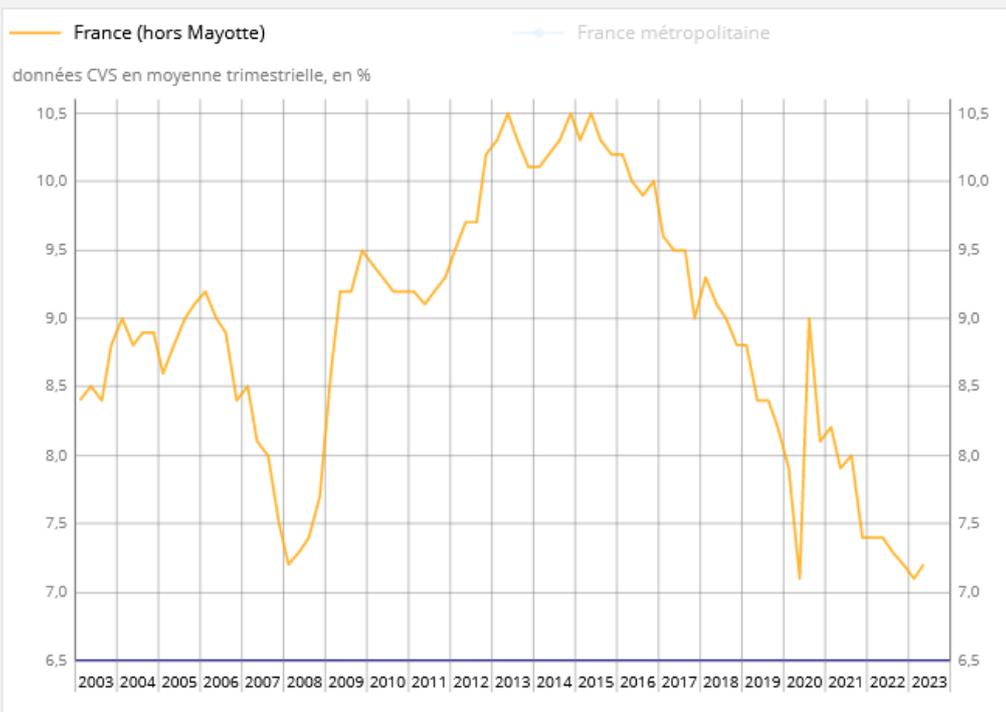
Parts de sous-emploi et de contrats à durée limitée



Source : Enquête Emploi  
 Dernier point : 2023T2

# La dynamique de l'emploi a permis une nette baisse du taux de chômage, à son plus bas niveau sur les 40 dernières années

## Taux de chômage au sens du BIT



Estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage et de son évolution d'un trimestre à l'autre.

Champ : personnes de 15 ans ou plus, vivant en logement ordinaire

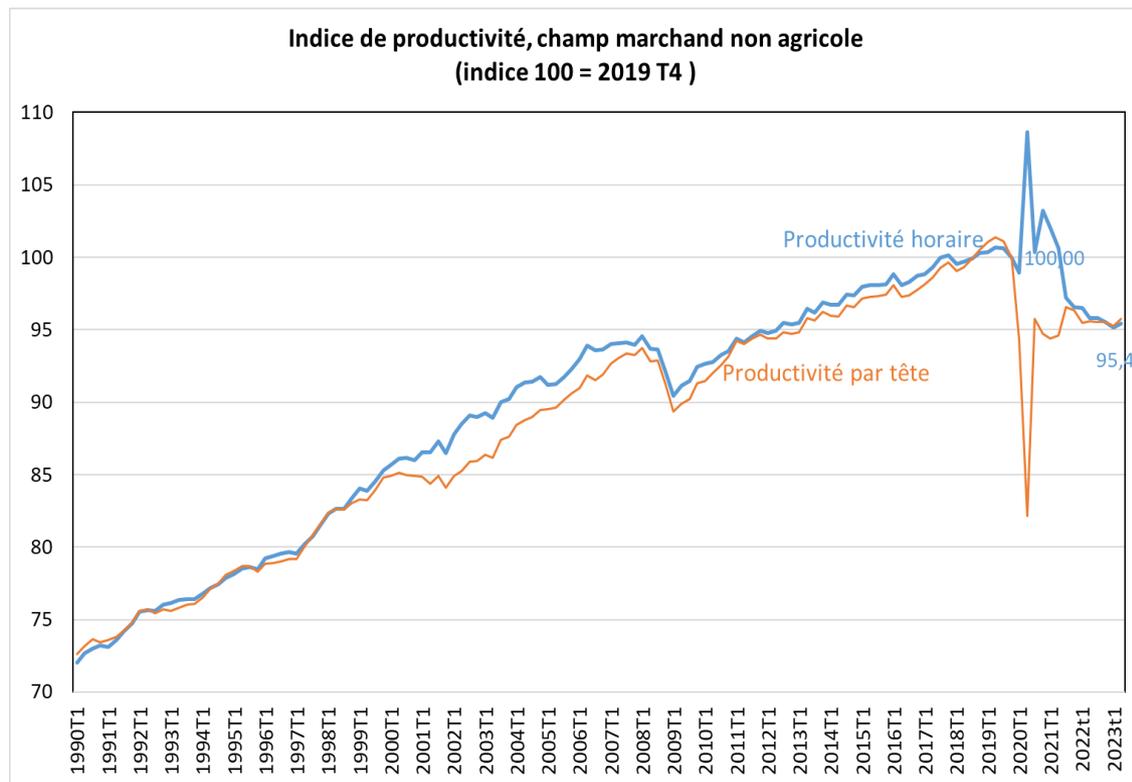
Source : Insee, enquête Emploi

# La dynamique de l'emploi a pour corollaire une chute de la productivité (-4,6 % entre fin 2019 et mi-2023)

La productivité horaire se situe nettement au-dessous de son niveau d'avant-crise (-4,6%) et davantage de sa tendance d'avant crise (-7%)

Toutes les branches contribuent à ce recul de la productivité ; l'industrie et la construction contribuent plus que leur poids dans l'activité.

À noter : la durée du travail étant revenue à son niveau d'avant-crise, l'écart à l'avant-crise est désormais équivalent entre productivité horaire ou par tête.



Source : Comptes trimestriels  
Dernier point : 2023T2

- La tendance au cours des dernières décennies était déjà en fort ralentissement (« **ralentissement séculaire** ») et concernait aussi les principaux partenaires européens ; c'est aussi le reflet de nos **préférences collectives** – le résultat de politiques d'enrichissement de la croissance en emplois.
- Depuis l'avant-crise, il y a toutefois des spécificités françaises :
  - La dynamique de l'apprentissage (1/3 des créations d'emplois salariés depuis fin 2019)  
Effet mécanique (ils ne sont pas vraiment à temps complet) + effet « faible ancienneté » ; expliquerait au plus 2,3 points du déficit de productivité
  - Plus généralement, un effet de moindre productivité des nouveaux (plus nombreux via créations + forte rotation de la main d'œuvre)  
Ex. : si la part des nouveaux augmente de 3 points... et qu'ils ont une productivité inférieure de 20 % aux autres, alors contribue pour 0,6 point au déficit
  - Entreprises « zombies » peu productives qui ont survécu grâce aux aides d'État pendant la crise (via les baisses des défaillances d'entreprises)  
L'OFCE chiffre à environ 1,0 point la contribution au déficit de productivité, mais uniquement dans le tertiaire marchand.
  - Effets de composition sectorielle (du fait des écarts de dynamiques d'emploi entre branches différemment productives)  
Redevenus modérés avec un recours au chômage partiel redevenu très rare.

- **Une rétention de la main d'œuvre face aux difficultés d'offre et de recrutement**  
Problèmes d'approvisionnement (ex. : matériels de transport) ou problèmes spécifiques (ex. : centrales nucléaires) -> comportement atypique de rétention de main d'œuvre pour ne pas grever le redémarrage de la production.
- **Avec les ordonnances travail de 2018 les entreprises sont moins fébriles pour embaucher (moins d'incertitude sur le coût de la séparation) ?**
- **Blanchiment d'emplois désormais déclarés ?**  
Très difficile à objectiver ; effet probablement faible (notamment l'industrie, qui contribue beaucoup au déficit de productivité, était peu susceptible de ne pas déclarer l'emploi).
- **Absentéisme?**  
Cela a joué sur la productivité par tête, notamment pendant les pics épidémiques (pour remplacer les malades ou parents). C'est devenu relativement secondaire (la durée du travail étant revenue à peu près à son niveau d'avant-crise).